

Les nouvelles orientations réglementaires proposées pour les organismes génétiquement modifiés compromettraient la sécurité et créeraient un manque de transparence

Résumé :

Santé Canada et l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) proposent d'exempter plusieurs nouveaux aliments et semences génétiquement modifiés (GM) de toute réglementation. Si ces propositions sont adoptées, elles mettront en danger la santé humaine et l'intégrité de l'environnement, et mèneront à un grave manque de transparence pour les Canadiens.

Voici nos principales recommandations :

Le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB) s'oppose à ces orientations réglementaires voulant que Santé Canada et l'ACIA cèdent leurs responsabilités en matière d'évaluation d'innocuité de certains organismes génétiquement modifiés (OGM) aux concepteurs de ces derniers.

- » Santé Canada et l'ACIA devraient conserver leur pouvoir de réglementation sur tous les produits GM afin d'assurer la sécurité et la transparence : ces instances gouvernementales devraient conserver leur rôle d'autorités réglementaires indépendantes en ce qui a trait aux produits GM.
- » Santé Canada et l'ACIA devraient évaluer l'innocuité de tous les aliments et les semences GM : le recours au génie génétique, y compris aux nouvelles techniques d'édition du génome, devrait systématiquement être encadré par des règlements.

Voici les nouvelles orientations réglementaires proposées :

Santé Canada et l'ACIA proposent de mettre en place de nouvelles orientations réglementaires (il ne s'agit pas de nouveaux règlements) pour l'évaluation de l'innocuité des semences et des aliments GM. Ces instances gouvernementales proposent d'**exempter plusieurs nouveaux aliments et semences GM de toute réglementation**, ce qui signifie que ces produits ne seraient soumis à aucune surveillance réglementaire ou évaluation de leur innocuité par le gouvernement fédéral.

Plus en détail, plusieurs aliments et semences qui ne contiennent pas d'ADN étranger (en raison du fait qu'ils ont été créés à l'aide des **nouvelles techniques de l'édition du génome, également appelée édition génomique**) se trouveraient à être exemptés de toute réglementation. Santé Canada et l'ACIA renonceraient ainsi à leur pouvoir réglementaire sur ces nouveaux OGM, et confieraient l'évaluation de leur innocuité à leurs concepteurs.

Les nouvelles orientations réglementaires proposées feraient en sorte que certains aliments et semences issus de l'édition du génome se retrouveraient sur le marché sans être réglementés et sans être déclarés.

Voici les raisons de s'opposer aux nouvelles orientations réglementaires proposées :

Ces propositions ne sont pas fondées sur la science et compromettraient la sécurité

Les nouvelles orientations réglementaires proposées ne tiennent pas compte des constats scientifiques qui montrent que l'édition du génome a le potentiel d'engendrer plusieurs effets imprévus susceptibles d'avoir une incidence sur l'innocuité des aliments et l'intégrité de l'environnement. En considérant de manière réductrice que seule la présence d'ADN étranger justifie le déclenchement d'une évaluation de l'innocuité des OGM par le gouvernement, ces propositions ne tiennent pas compte du fait que **les effets imprévus de l'édition du génome pourraient créer des problèmes de sécurité.**

Par exemple, des effets imprévus pourraient mener à des altérations des voies métaboliques ou de la composition des protéines, ce qui pourrait avoir des répercussions sur l'innocuité des aliments et l'intégrité de l'environnement. Les nouvelles orientations réglementaires proposées ne reposent sur aucune donnée scientifique et ne résisteront pas à l'épreuve du temps, car elles présument que plusieurs OGM exempts d'ADN étranger, y compris ceux créés par les techniques d'édition du génome qui n'existent pas encore, demeurent sécuritaires.

- » Les constats scientifiques contredisant les nouvelles orientations réglementaires proposées sont abordés dans un nouveau rapport publié par le RCAB et Testbiotech en mars 2022 (disponible en anglais seulement).

Ces propositions mèneront à un grave manque de transparence et mineront la confiance de la population

Santé Canada et l'ACIA proposent de renoncer à leur autorité réglementaire sur de nombreux nouveaux produits GM. Cela signifie que ces instances gouvernementales **n'auraient plus le pouvoir d'exiger aux concepteurs de produits de fournir de l'information sur ces OGM non réglementés**, qui pourraient conséquemment se retrouver sur le marché sans être déclarés. Ainsi, les agriculteurs canadiens ne seraient pas en mesure de savoir si les semences qu'ils achètent sont issues de l'édition du génome, les consommateurs canadiens ne sauraient pas quels OGM sont vendus dans les supermarchés, et **le gouvernement fédéral ne serait pas en mesure de savoir quels OGM se retrouvent sur le marché ou dans l'environnement.** Le gouvernement fédéral ne pourrait plus assurer la surveillance des OGM, ce qui nuirait à sa capacité à pallier les éventuelles conséquences sécuritaires, environnementales ou économiques.

- » Ce manque de transparence est abordé dans un [nouveau rapport publié en avril 2022 par le RCAB](#).

Pour de l'information sur l'édition du génome, consultez ce rapport du RCAB : www.rcab.ca/RapportEditionGenome

Pour une analyse et des mises à jour sur les nouvelles orientations réglementaires proposées, visitez cette page web du RCAB : www.rcab.ca/PasdExemptions

Voici les organisations qui s'opposent aux nouvelles orientations réglementaires proposées :

- » [105 groupes](#) ont écrit une lettre au ministre de la Santé et à la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire pour lancer un appel à la transparence et réclamer du gouvernement qu'il maintienne sa surveillance sur l'ensemble des aliments et des plantes GM.
- » [L'Union nationale des fermiers](#) ont adopté une résolution s'opposant aux propositions lors de leur congrès annuel en 2021.
- » [L'Association pour le commerce biologique du Canada](#) et la [Filière biologique du Québec](#) ont demandé à la population de se joindre à elles afin de s'opposer aux modifications réglementaires, car elles mettent en péril l'avenir de l'agriculture et des aliments biologiques.



Le Réseau canadien d'action sur les biotechnologies (RCAB) regroupe 16 organisations afin de mener du travail de recherche, de suivi et de sensibilisation sur des enjeux liés à l'application du génie génétique dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Les membres du RCAB comprennent des associations d'agriculteurs, des organisations œuvrant dans les domaines de l'environnement et de la justice sociale, et des coalitions régionales de groupes communautaires. Le RCAB est un projet de la plateforme partagée de MakeWay.

rcab.ca Personne-ressource : Lucy Sharratt coordinator@cban.ca 902 209 4906